

La France doit réagir face à la militarisation des relations internationales en Méditerranée

La dégradation du contexte stratégique dans le bassin méditerranéen appelle une augmentation du budget de la défense au niveau national et une remobilisation de l'Union européenne pour ne pas perdre la "guerre des récits"

28 septembre 2022

La commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, présidée par [Christian Cambon](#), a adopté un rapport d'information relatif au réarmement et à la dégradation du contexte stratégique en Méditerranée.

[Catherine Dumas](#) et [Isabelle Raimond-Pavero](#), rapporteures de la commission, ont **analysé les tensions accumulées en Méditerranée** où convergent les flux de marchandises, d'énergie, d'information et les flux migratoires irréguliers. **La territorialisation des espaces maritimes** et la découverte de **ressources souterraines en hydrocarbure** y alimentent une **hausse des tensions**.

Le rapport adopté par la commission brosse également **un panorama de la reconfiguration stratégique** en cours dans la région, accélérée par le déclenchement de la guerre en Ukraine.

Les rapporteures appellent en conséquence à réaliser **un effort immédiat de réarmement des armées françaises** pour faire face à cette militarisation des relations internationales en Méditerranée. Elles recommandent également d'accélérer **le déploiement d'instruments de lutte contre la désinformation à l'échelle de l'Union européenne** pour ne pas perdre la « guerre des récits » en Méditerranée où les puissances hostiles sont particulièrement dynamiques, **notamment dans les Balkans et en Afrique du Nord**.

Sur le rythme du réarmement, Catherine Dumas, rapporteure, souligne *"qu'alors que la Marine française augmentera son tonnage de seulement 3,5% entre 2008 et 2030, la marine turque prévoit une augmentation dix fois plus rapide (+33%)"*.

Pour Isabelle Raimond-Pavero, rapporteure, *"l'espace méditerranéen est un miroir de la dégradation globale de l'environnement stratégique . La Méditerranée est aujourd'hui le théâtre d'un affrontement entre deux systèmes de valeurs opposés"*.

Le rapport adopté par la commission formule également **des recommandations à l'échelle de l'Union européenne** pour construire une **défense européenne** fondée sur la coopération opérationnelle et **une chaîne de décision politique concrète et cohérente**.

Comme l'a souligné le président Christian Cambon, cette analyse approfondie illustre l'importance des travaux parlementaires en vue de **l'examen de la future loi de programmation militaire**, *"qui devra tenir compte de la dégradation inquiétante de notre environnement stratégique pour **donner à nos armées des moyens à la hauteur des défis stratégiques qui nous attendent**"*.

Les rapporteuses formulent sept recommandations à l'échelle de la France, de l'Union européenne et de l'OTAN.

1. Poursuivre la trajectoire de réarmement de nos forces armées en augmentant le budget de la défense pour tenir compte de la dégradation du contexte stratégique en Méditerranée.
2. Consolider le dispositif de coopération navale volontaire (CNV) pour sécuriser la marine civile en cas de crise en Méditerranée.
3. Moderniser les capacités de la Marine pour pouvoir répondre en cas d'attaque dirigée contre les câbles sous-marins de communication en Méditerranée.
4. Accélérer le déploiement de la "boîte à outils" européenne de lutte contre la désinformation dans les Balkans occidentaux et en Afrique du Nord.
5. Garantir la solidarité dans la durée du Conseil européen face aux tentatives de déstabilisation en Méditerranée orientale.
6. Prolonger le mandat de l'opération européenne *Irini* au-delà de 2023.
7. Rationaliser la coopération entre l'Union européenne et l'OTAN en Méditerranée.